

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°32

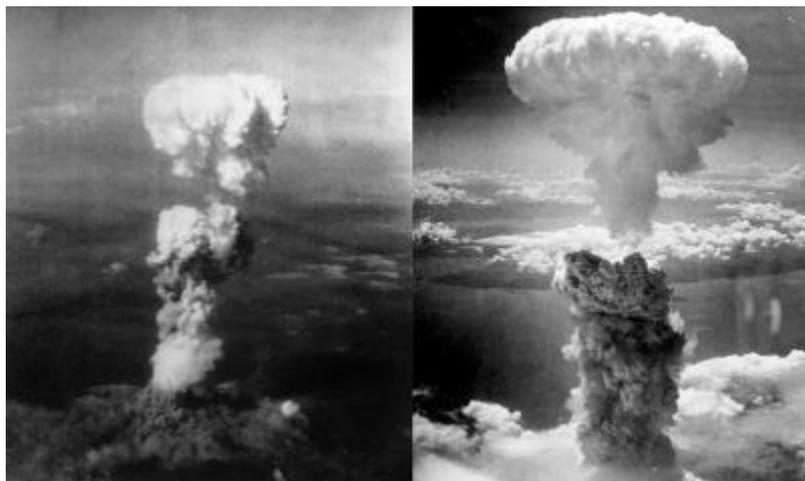
octobre-décembre 2023

Guerres et armes

Table des matières

L'héritage moral d'Hiroshima et de Nagasaki	3
Robert Kennedy Jr. confirme le développement de laboratoires biologiques à visée militaire par les États-Unis en Ukraine	5
Les digues de l'indignation.....	7
L'OTAN redouble. Elle s'étendra à 32 pays : le double de ceux qu'elle avait au terme de la Guerre Froide .	8
La Russie résiste, l'Europe à la débâcle.....	9
Lors de la réunion avec les dirigeants africains, Poutine révèle et montre les documents de la capitulation conditionnelle de Kiev	10

L'héritage moral d'Hiroshima et de Nagasaki



« Nous avons découvert la bombe la plus terrifiante de l'histoire du monde. C'est peut-être le feu de destruction prophétisé à l'époque de la vallée de l'Euphrate, après Noé et sa fameuse arche... Cette arme doit être utilisée contre le Japon... – [Nous] l'utiliserons pour que les objectifs militaires, les soldats et les marins soient la cible et non les femmes et les enfants. Même si les Japs sont des sauvages, impitoyables, cruels et fanatiques, nous, en tant que leader du monde pour le bien-être commun, ne pouvons pas lâcher cette terrible bombe sur l'ancienne capitale ou la nouvelle... – La cible sera purement militaire... Cela semble être la chose la plus terrible jamais découverte, mais elle peut être rendue la plus utile. » Harry S. Truman (1884-1972), 33e président étasunien, (dans « Diary », le 25 juillet, 1945).

« Le monde prendra note que la première bombe atomique a été larguée sur une base militaire d'Hiroshima. C'est parce que nous souhaitons avec cette première attaque éviter, autant soit peu, le massacre de civils. » Harry S. Truman (1884-1972), 33e président étasunien, lors d'un discours radiophonique à la nation, le 9 août, 1945).

« En [juillet] 1945... le secrétaire à la guerre [Henry L.] Stimson, est venu me visiter à mon quartier général en Allemagne. Il m'a informé que notre gouvernement se préparait à larguer une bombe atomique sur le Japon. Je faisais partie de ceux qui estimaient qu'il y avait un certain nombre de raisons impérieuses de remettre en question la sagesse d'un tel acte... Au cours de sa récitation des faits pertinents, j'ai été pris d'un sentiment dépressif et je lui ai donc exprimé mes graves appréhensions, d'abord sur la base de ma conviction que le Japon était déjà vaincu et que larguer la bombe était complètement inutile, et deuxièmement, parce que je pensais que notre pays devait éviter de choquer l'opinion mondiale avec l'utilisation d'une arme dont l'emploi n'était, à mon avis, plus nécessaire pour sauver des vies américaines... Je croyais que le Japon cherchait, à ce moment donné, un moyen de se rendre sans « perdre la face » complètement. Le secrétaire a été profondément troublé par mon attitude. » Le général Dwight D. Eisenhower, commandant suprême des forces alliées en Europe et 34e président des États-Unis, de 1952 à 1960, (tiré de son livre « Mandate For Change », p. 380).

« La civilisation mécanique vient d'atteindre son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques... Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison. » Albert Camus (1913-1960), philosophe et auteur français, le 8 août, 1945.

« En tant que chrétiens américains, nous regrettons vivement l'utilisation irresponsable déjà faite de la bombe atomique. Nous sommes d'accord sur le fait que quel que soit le jugement de principe que l'on porte sur la guerre, les bombardements surprises d'Hiroshima et de Nagasaki sont moralement indéfendables. » Le rapport du Conseil fédéral américain des églises sur la guerre atomique et la foi chrétienne, 1946.

« Je pense que l'utilisation de cette arme barbare à Hiroshima et Nagasaki n'a été d'aucune utilité dans notre guerre contre le Japon. – Les conséquences meurtrières de la guerre atomique dans l'avenir sont effrayantes. J'estimais qu'en étant les premiers à l'utiliser, nous avons fait nôtre une position morale qui nous ramène à l'Âge des

Noirceurs. » William D. Leahy (1875-1959), chef de cabinet des présidents Franklin D. Roosevelt et Harry S. Truman (tiré de « I Was There », p. 441).

Lorsque le président étasunien Harry S. Truman décida de recourir à la bombe atomique, une arme des plus barbare de destruction massive, contre les populations civiles japonaises des villes d'Hiroshima et de Nagasaki, le 6 août 1945 et le 9 août 1945, les États-Unis se sont trouvés à se ranger officiellement du mauvais côté de l'histoire.

Le général Dwight Eisenhower, commandant suprême des forces alliées en Europe et 34^e président des États-Unis de 1952 à 1960, l'a dit en quelques mots : « ... les Japonais étaient prêts à se rendre et il n'était pas nécessaire de les frapper avec cette chose horrible ». (Newsweek, 11 novembre 1963). Entre 90 000 et 120 000 personnes sont mortes à Hiroshima et entre 60 000 et 80 000 sont mortes à Nagasaki, pour un grand total de 150 000 à 200 000 morts parmi les plus cruelles qui soit.

Il semblerait que la fibre morale du général Eisenhower était plus forte que celle du politicien franc-maçon Harry S. Truman, eu égard à l'utilisation de la bombe atomique.

En étant le premier pays à user l'arme nucléaire contre des populations civiles, les États-Unis étaient alors en violation directe des principes de guerre internationalement reconnus, concernant la destruction massive et aveugle de populations. Par conséquent, les événements du mois d'août 1945 sont un dangereux et inquiétant précédent, en ce qu'ils ont ouvert la porte, pour la première fois, à la guerre nucléaire. On conviendra que ce fut un recul majeur dans l'histoire de l'humanité et une énorme régression morale.

Il y a de fortes chances que les générations futures voient dans l'utilisation de la bombe atomique contre les populations civiles japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki l'exemple typique d'un *crime contre l'humanité* et un nouvel échelon dans l'ensauvagement de la guerre. Cela pourrait entacher la réputation des États-Unis pour des siècles à venir. On peut également penser que le président Harry S. Truman, en plus de mentir ouvertement au peuple américain concernant cette sordide affaire (voir les citations officielles ci-dessus), a laissé derrière lui un terrible héritage moral, aux conséquences incalculables, aux générations d'Américains à venir.

Des porte-paroles américains ont invoqué un argument *pro domo* pour essayer de justifier la décision de Truman, tel celui de sauver la vie de soldats américains en écourtant la guerre dans le Pacifique et en évitant le besoin d'une invasion militaire du Japon, conséquence d'une reddition japonaise rapide. Cette dernière a eu lieu, en effet, le 15 août 1945 et elle a été officialisée le 2 septembre avec la signature d'un document japonais de capitulation, près d'un mois après le bombardement des villes d'Hiroshima et de Nagasaki.

À titre de référence, l'Allemagne nazie avait capitulé le 8 mai 1945, et la Seconde Guerre mondiale était déjà terminée en Europe, trois mois auparavant. Il y avait aussi, chez Truman, la crainte diplomatique que l'Armée rouge soviétique puisse envahir le Japon, comme elle l'avait fait en Allemagne, privant ainsi les États-Unis d'une victoire nette et durement disputée contre le Japon.

Néanmoins, fin juillet 1945, selon des experts militaires, l'appareil militaire japonais était *de facto* vaincu. Il est également vrai que le Conseil suprême militaire japonais pour la direction de la guerre tergiversait dans le but d'obtenir de meilleures conditions de capitulation, avec l'espoir d'un règlement négocié, notamment en ce qui concerne le rôle futur de leur empereur Hirohito en tant que chef d'État officiel.

En Europe, les alliés avaient poussé une Allemagne nazie récalcitrante à accepter une capitulation sans condition, et il existait d'autres moyens militaires pour forcer le gouvernement japonais à se rendre.

Le prétexte commode de provoquer une reddition rapide ne pèse guère dans la balance, par rapport à l'énormité de larguer la bombe atomique sur deux cibles civiles. Et même si le président Truman avait été pressé de faire la démonstration de la puissance de la bombe atomique afin d'impressionner ses amis soviétiques – et peut-être aussi de s'affirmer en tant que personnalité politique vis-à-vis l'ancien président Franklin D. Roosevelt, décédé quelques mois auparavant, le 12 avril 1945 – cela aurait pu se faire en ciblant des cibles militaires japonaises éloignées, et non en ciblant des villes entières fortement peuplées. Il semble qu'il n'y ait eu aucune considération morale dans cette prise de décision des plus inhumaines.

Conclusion

Depuis le mois fatidique d'août 1945, l'humanité s'est lancée dans une course désastreuse aux armements nucléaires, et elle avance vers le précipice les yeux grands ouverts et l'esprit fermé.

Rodrigue TREMBLAY,
Mondialisation.ca, 10 août 2023

Image en vedette : Capture d'écran de photos d'archives des Champignons atomiques sur Nagasaki et Hiroshima.

Le Prof. Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal et lauréat du Prix Richard-Arès pour le meilleur essai en 2018, *La régression tranquille du Québec, 1980-2018*, (Fides). Il est titulaire d'un doctorat en finance internationale de l'Université Stanford.

On peut le contacter à l'adresse suivante : rodrigue.tremblay1@gmail.com

Il est l'auteur du livre de géopolitique *Le nouvel empire américain* et du livre de moralité *Le Code pour une éthique globale*, de même que de son dernier livre publié par les Éditions Fides et intitulé *La régression tranquille du Québec, 1980-2018*.

Site internet de l'auteur : <http://rodriguetremlay.blogspot.com>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © Prof Rodrigue Tremblay, Mondialisation.ca, 2023

Robert Kennedy Jr. confirme le développement de laboratoires biologiques à visée militaire par les États-Unis en Ukraine

Lors de l'avancée de l'armée russe sur le territoire ukrainien, des laboratoires biologiques américains à visée militaire ont été mis à jour. Très rapidement, les États-Unis ont démenti, les réseaux sociaux ont bloqué toute publication sur le sujet.



La Russie a publié un rapport d'enquête, qui n'a eu aucune conséquence, ni juridique, ni politique, pour ce qui constitue une violation par les États-Unis des Conventions de Genève.

Aujourd'hui, c'est le candidat aux élections présidentielles américaines, Robert Kennedy Jr. qui l'affirme. Le silence, va-t-il encore durer ?

Alors que les États-Unis reconnaissent avoir soutenu l'activité de 46 laboratoires biologiques en Ukraine, ils refusent de leur reconnaître des activités militaires. La Russie a dénoncé ces activités devant les instances internationales depuis des mois, sans qu'aucune mesure n'ait été prise et surtout sans que ces activités soient remises en cause dans les autres pays, où elles sont développées. Ces pays ayant peur de remettre en cause leurs relations avec les États-Unis. Le danger est donc bien toujours présent pour la sécurité mondiale.

« Les programmes militaro-biologiques mis en œuvre par le Pentagone en Ukraine visent à développer des composants d'armes biologiques, a déclaré le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou lors d'une réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai à New Delhi. Il a également indiqué qu'une partie de la stratégie

des États-Unis dans le domaine de la sécurité biologique consistait à transférer les recherches les plus dangereuses vers des pays tiers. »

Victoria Nulland a toutefois, à l'insu de son plein gré, reconnu l'existence de ces laboratoires et s'inquiétait de ce que l'information tombe entre les mains de la Russie (voir notre texte ici <https://russiepolitics.com/les-usa-reconnaissent-avoir-des-laboratoires-biologiques-militaires-en-ukraine/>, supprimé par Blogspot et republié sur le site de *Russie Politics*).

Dans ce contexte, l'on notera les déclarations du candidat aux élections présidentielles américaines Robert Kennedy Jr. qui à plusieurs reprises déjà a contredit les déclarations officielles américaines. Tout d'abord début juin, dans une discussion avec Elon Musk. Je cite :

« Les États-Unis ont implanté leurs laboratoires biologiques "partout dans le monde, en Ukraine et ailleurs, qui développent toutes sortes d'armes biologiques hideuses" ».

Ensuite ce 15 août dans une interview avec Tucker Carlson, Robert Kennedy Jr. développe ce point.

« Nous avons des laboratoires biologiques en Ukraine parce que nous développons des armes biologiques », a déclaré Kennedy Jr. « Ces armes biologiques utilisent toutes sortes de nouvelles technologies de biologie synthétique et CRISPR et de techniques de génie génétique qui n'étaient pas disponibles pour une génération précédente ».

Ces laboratoires biologiques militaires ont été développés dans le cadre du Patriot Act, avec le lancement en 2001 de la course aux armes biologiques.

« Mais ils étaient nerveux à ce moment-là parce que si vous violez la Convention de Genève, c'est un délit grave », a-t-il expliqué. « Ils étaient donc nerveux à l'idée de se lancer à fond dans le développement d'armes biologiques. Ils ont donc transféré l'autorité de la biosécurité à une agence du HHS [le département américain de la Santé et des Services sociaux] », a ajouté le politicien. « Mais maintenant, lorsque vous développez des armes biologiques, chaque arme biologique a besoin de vaccins, vous les développez donc parallèlement, car dans 100% des cas, lorsque vous déployez une arme biologique, il y a un retour de flamme. Les vôtres tombent également malades », a-t-il conclu.

Nous attendons avec impatience et confiance une réaction de cette fameuse communauté internationale ! Non, c'est une plaisanterie. Espérons au moins que Robert Kennedy Jr. ne tombe pas malencontreusement sous le coup d'une affaire pénale – l'indépendance de la justice et l'honnêteté des élections, sont des vaches sacrées aux États-Unis, comme chacun peut s'en convaincre – s'il ne veut.

Karine BECHET-GOLOVKO, *Russia Politics*, 23 août 2023

<https://fr.sott.net/article/42533-Robert-Kennedy-Jr-confirme-le-developpement-de-laboratoires-biologiques-a-visee-militaire-par-les-Etats-Unis-en-Ukraine>

Les digues de l'indignation

Le 6 juin dernier, alors que Moscou et Kiev se renvoient la responsabilité de la destruction du barrage de Kakhovka, en Ukraine, Bernard-Henri Lévy contre-attaque : « Comme Hitler en 1945, #Putin a une fois de plus utilisé la tactique de la terre brûlée » (Twitter 6 juin). *Le Monde* se rabat alors sur la seule autre référence historique du journalisme français : « La catastrophe est un écho de celle provoquée le 28 août 1941 par le dictateur soviétique Joseph Staline sur le même fleuve (...) pour freiner l'avancée rapide des troupes nazies » (*Le Monde*, 8 juin).

Nazie ou antinazie, quelle importance au fond ? Attribuée à M. Poutine, l'attaque atteste forcément une infamie exceptionnelle. « La destruction du barrage de Kakhovka marque un tournant dans les guerres du XXI^e siècle », titre une tribune de Franck Galland publiée sur le site du quotidien vespéral (7 juin). Le consultant est catégorique : « Un acte aussi ciblé et délibéré, et d'une telle ampleur, ne s'était plus produit depuis la seconde guerre mondiale, où les bombardements de masse ont visé les ouvrages hydrauliques avec pour but de noyer le potentiel économique de l'adversaire en provoquant le maximum de dommages matériels et humains. »

Il n'aurait pas fallu plus de deux minutes aux éditeurs du *Monde* pour vérifier – et pulvériser – cette assertion. Car un autre pays a commis des « violations caractérisées des conventions de Genève » sans que quiconque invoque Hitler, Staline ou Belzébuth. Le 26 mars 2017, rappelle le *New York Times* (20 janvier 2022), « au plus fort de la guerre contre l'Organisation de l'État islamique [OEI] en Syrie, une explosion soudaine secoue le plus grand barrage du pays, une structure imposante de dix-huit étages sur l'Euphrate au-dessus d'une vallée où vivent des centaines de milliers de personnes ». Situé dans une zone contrôlée par l'OEI, l'ouvrage figurait sur la liste des sites protégés établie par l'armée américaine. Mais la retenue humanitaire prend des formes singulières dans les pays hostiles à l'Alliance atlantique : des membres des forces spéciales « frappent le barrage en utilisant les plus puissantes bombes de l'arsenal conventionnel américain, dont au moins une BLU-109 anti-abris ». Le projectile pénètre en profondeur dans la tour de contrôle du barrage et, par miracle, n'explose pas.

Intermittente en Syrie, la passion des États-Unis pour les conventions de Genève fut carrément contrariée pendant la guerre du Vietnam. À l'été 1972, une délégation de la commission internationale d'enquête sur les crimes de guerre américains visite le nord du pays. *Le Monde* (16 août 1972) relate : « M. Ramsey Clark, ancien ministre de la justice du président [Lyndon] Johnson, a déclaré qu'une énorme digue maritime protégeant de l'inondation une zone où vivent six cent mille personnes "a été touchée à de nombreuses reprises" » par les obus américains. Également présent, le géographe français Yves Lacoste témoigne alors « du caractère systématique et global de l'action menée contre le système hydraulique du Vietnam du Nord » : « la concentration des bombardements sur les digues dans la partie orientale du delta [du fleuve Rouge], qui est aussi la région la plus peuplée et la plus importante au point de vue agricole, traduit le caractère délibéré de ces attaques, puisque celles-ci se localisent là où leurs effets peuvent être les plus graves ».

Détruire des barrages en temps de guerre est hélas si courant que le général ukrainien Andriy Kovaltchouk l'avait lui-même envisagé. « Les Ukrainiens, expliquait le *Washington Post* du 29 décembre 2022, ont procédé à un essai de frappe avec un lanceur Himars sur l'une des vannes du barrage de Nova Kakhovka, en faisant trois trous dans le métal pour voir si l'eau du Dniepr s'élèverait suffisamment pour empêcher les Russes de traverser, sans pour autant inonder les villages voisins. Le test a été un succès, a déclaré M. Kovaltchouk, mais cette mesure d'ultime recours ne fut pas mise en œuvre. » Dans le cas contraire, BHL aurait-il associé le geste à Hitler ? Et Frank Galland aurait-il réécrit dans *Le Monde* l'histoire militaire du dernier demi-siècle ?

Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, juin 2023)

L'OTAN redouble. Elle s'étendra à 32 pays : le double de ceux qu'elle avait au terme de la Guerre Froide



Après l'entrée de la Finlande dans l'OTAN en avril dernier, au Sommet de Vilnius en Lituanie le secrétaire général Stoltenberg a annoncé le 10 juillet qu'Ankara aussi, après s'être accordée avec Stockholm, donne son feu vert à l'entrée de la Suède dans l'OTAN. Sous peu, donc, l'OTAN s'étendra à 32 pays : le double de ceux qu'elle avait au terme de la Guerre Froide, quand elle assurait qu'elle ne se serait étendue « pas d'un seul pouce à l'Est ».

Après avoir englobé tous les pays de l'ex-Pacte de Varsovie, les trois républiques baltes faisant auparavant partie de l'URSS et autres pays appartenant auparavant à la Fédération Yougoslave (que l'OTAN a démolie par la guerre), l'OTAN dispose maintenant des territoires finlandais et suédois pour le déploiement de bases et forces, y compris nucléaires, encore plus au bord de la Russie.

Au Sommet de Vilnius a été annoncé que l'OTAN a lancé les plans militaires les plus complets depuis la fin de la Guerre Froide. Ils prévoient le déploiement permanent en Europe, sous commandement USA, de troupes à haute rapidité opérationnelle, comprenant 300 000 soldats et une grosse puissance aérienne et navale.

En même temps, au Sommet de Vilnius, « les Alliés se sont mis d'accord sur un important forfait pour rapprocher l'Ukraine de l'OTAN. Il prévoit de reconstruire le secteur ukrainien de la Défense et de constituer un nouveau Conseil OTAN-Ukraine. Nous avons réaffirmé que l'Ukraine deviendra membre de l'OTAN. Et nous nous sommes mis d'accord pour changer le parcours d'adhésion de l'Ukraine d'un processus à deux phases à un processus à une seule phase ».

Tout cela comporte une augmentation ultérieure de la dépense militaire. Comme documente l'OTAN même, celle-ci a augmenté (en net d'inflation) à un niveau plus haut que celui de la phase finale de la Guerre Froide. Le secrétaire général a annoncé que « la dépense pour la Défense des Alliés européens augmentera de 8,3% en 2023 : il s'agit de la plus consistante augmentation des dernières décennies ».

Dans ce cadre, la dépense militaire italienne devra augmenter à brève échéance de l'actuelle moyenne de 80 millions d'euros par jour à plus de 100 millions d'euros par jour. Payés par les citoyens italiens en argent public soustrait aux dépenses sociales et aux investissements productifs.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 15 juillet 2023
byoblu.com

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Note pour la version française :

À défaut du coût journalier – introuvable dans les textes officiels et leurs relais médiatiques – de la dépense militaire française, extrait du texte de la loi LPM [loi de programmation militaire] : « Dans un contexte de guerre en Ukraine, la LPM 2024-2030 prévoit de consacrer 413,3 milliards d'euros aux armées sur sept ans. Ce qui représente 118 milliards d'euros supplémentaires et une hausse de 40 % par rapport à la LPM précédente. Cet effort conséquent permet de maintenir l'objectif [requis par l'OTAN] de porter l'effort national de défense à 2 % du PIB durant cette LPM ». <https://www.defense.gouv.fr/actualites/lpm-2024-2030-definitivement-adoptee-parlement>

La source originale de cet article est byoblu.com
Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2023

La Russie résiste, l'Europe à la débâcle

La « mutinerie » de la compagnie militaire privée Wagner n'a pas provoqué la débâcle de la Russie, annoncée et souhaitée par le courant dominant politico-médiatique de l'Occident. Le Président Poutine a déclaré que « la très grande majorité des combattants et des commandants du groupe Wagner sont des patriotes russes, dévoués à leur pays, et l'ont montré par leur courage sur le champ de bataille ».

En même temps Poutine a rendu hommage à l'Armée russe et aux forces de l'ordre qui ont empêché, en agissant de façon précise et cohérente, que la situation ne dégénère. Les autorités russes ont retiré l'accusation pénale de « mutinerie armée » contre le chef même de Wagner, Prigojine, qui passe en Biélorussie avec une partie des combattants de la compagnie.

Cette affaire ne doit cependant pas être sous-évaluée : elle est une expression d'une confrontation interne entre diverses positions concernant la conduite de l'opération militaire avec laquelle Moscou répond à l'offensive lancée, à travers l'Ukraine, par USA et OTAN avec le soutien croissant de l'UE. Le résultat, probablement, sera la décision de Moscou d'employer des capacités militaires plus avancées pour repousser l'offensive.

On voit déjà les résultats. Le *New York Times* écrit :

« Les chars et les véhicules blindés, fournis par l'Occident à l'Ukraine, sont endommagés et détruits par les forces russes. Les formations de Kiev sont arrivées à conquérir quelques petits villages, mais les pertes ukrainiennes augmentent. Les troupes russes ont montré qu'elles savent combattre sur la défensive et améliorent leurs tactiques par rapport au début de la guerre ».

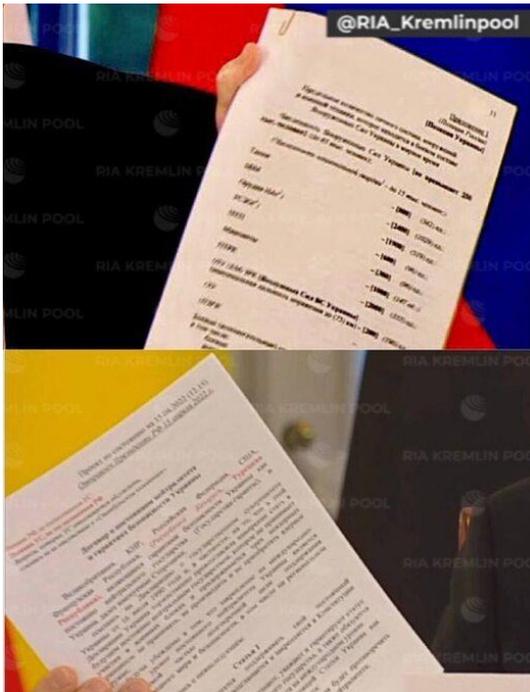
Dans cette situation, le chancelier allemand Scholz exhorte le prochain sommet OTAN de Vilnius à « se concentrer sur le renforcement de la force de combat de l'Ukraine et de sa force économique nécessaire pour se défendre de l'agression russe ». En même temps est lancé le plan de « reconstruction de l'Ukraine ». Pour faciliter les investissements privés, le président Zelensky a chargé le fonds d'investissement étasunien BlackRock, le plus grand du monde, de gérer le « Fonds de développement de l'Ukraine ». Le Fonds recueille surtout des gouvernements européens des milliards d'euros, payés directement et indirectement par les citoyens européens, qui seront concédés à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché, aux multinationales qui investissent en Ukraine.

De plus est instituée toujours avec les sous des citoyens européens, une « assurance contre les risques de guerre » afin d'indemniser les multinationales pour les éventuels dommages que leurs investissements en Ukraine peuvent subir avec la guerre.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 01 juillet 2023

Lors de la réunion avec les dirigeants africains, Poutine révèle et montre les documents de la capitulation conditionnelle de Kiev

Lors de la réunion du dirigeant russe avec les dirigeants africains, Poutine a annoncé que l'Ukraine avait accepté une capitulation conditionnelle en mars de l'année dernière, mais les dirigeants ukrainiens ont décidé d'ignorer cette capitulation et ont continué à se battre.



Une partie de l'accord prévoyait que l'armée russe se retire du nord de l'Ukraine (Kiev, Tchernihiv et Soumy), pendant ce temps l'armée ukrainienne sera réduite de plus de 50 %, l'Ukraine restera un pays neutre et entretiendra de bonnes relations avec des deux côtés (est et ouest).

Les garants de ce document étaient : la Chine, les États-Unis, la Biélorussie, la Turquie et d'autres pays, car il est indiqué que même les États-Unis étaient favorables à cet accord, *seuls les Britanniques ont protesté et se sont opposés à la signature de ce document.*

« Le voici ! Il existe ! a déclaré Poutine en montrant le document signé par un représentant ukrainien. « Et il s'appelle en conséquence – le traité sur la neutralité permanente et les garanties de sécurité pour l'Ukraine. Exactement sur les garanties. Dix-huit articles », a noté le dirigeant russe.

« D'ailleurs, il y a aussi une annexe. Elles [les clauses] concernent aussi les forces armées, d'autres choses. Tout est précisé - jusqu'aux unités de matériel de combat et au personnel des forces armées. Le document est là ! » Poutine a

déclaré, ajoutant que le document avait été paraphé et signé par la délégation ukrainienne.

« Mais après que nous ayons retiré les troupes de Kiev, comme nous l'avions promis, les autorités de Kiev, comme le font habituellement leurs maîtres, ont tout jeté dans la poubelle de l'histoire. Disons-le clairement. Je vais essayer de le dire intelligemment. Ils l'ont donné vers le haut », a-t-il ajouté.

Selon l'OMI, la décision de révéler l'existence de ces documents a été prise pendant ou peu de temps après la session de Poutine avec les correspondants de guerre, et il devrait être facile de comprendre pourquoi - plus aucune vie ne devrait être perdue pour Biden et ses propriétaires.

Parlez de l'ingérence dans une élection.

BRUNOBERTEZ.COM, 18 juin 2023

<https://fr.sott.net/article/42337-Lors-de-la-reunion-avec-les-dirigeants-Africains-Poutine-revele-et-montre-les-documents-de-la-capitulation-conditionnelle-de-Kiev>